



## Séance ordinaire du mardi 11 juillet 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Séverine MONIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Renaud CALVAT, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER

## Hors commission - France Services - Nouveau dispositif des conseillers numériques - Modalités opérationnelles et financement - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

D'après les chiffres du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), 40% de la population française rencontre des difficultés dans l'usage du numérique, soit 155 000 personnes sur le territoire de la Métropole. Soucieuse de favoriser la cohésion sociale, Montpellier Méditerranée Métropole promeut un développement inclusif du numérique : les nouveaux services en ville doivent aussi s'adresser à tous les citoyens et contribuer à répondre aux enjeux sociétaux (autonomie, santé, mobilité, éducation, lien social). Dans cet objectif, la Métropole et le CCAS de Montpellier ont développé une feuille de route de la stratégie d'inclusion numérique qui prend appui sur quatre axes prioritaires :

- Axe 1 : Coordonner les offres d'inclusion numérique et favoriser la visibilité et la collaboration entre acteurs ;
- Axe 2 : Favoriser l'accompagnement, l'outillage et la formation des professionnels à leur rôle spécifique d'inclusion numérique ;
- Axe 3 : Travailler sur l'accessibilité des offres d'accompagnement sur le numérique ;
- Axe 4 : Encourager le « *aller-vers* » et agir auprès des publics pour les sensibiliser à l'intérêt d'être autonomes sur le numérique.

C'est dans ce cadre que les « *conseillers numériques France Services (CNFS)* » ont été déployés sur tout le territoire de la Métropole pour accompagner les citoyens aux usages numériques du quotidien (échanger avec des proches, suivre la scolarité de son enfant, acheter en ligne, travailler à distance, consulter un médecin), mais aussi à la dimension citoyenne (protéger ses données, vérifier les informations).

Ce dispositif des conseillers numériques a été mis en place par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) dans le cadre du Plan de relance en septembre 2021 et devait prendre fin en septembre 2023. L'Etat a décidé de proroger ce dispositif pour 3 ans. L'ANCT et la Banque des Territoires s'engagent à poursuivre la contractualisation avec la Métropole au travers du déploiement de 9 conseillers numériques.

### Bilan de l'activité des conseillers numériques France services

Les CNFS accompagnent tous les publics sur l'ensemble du territoire de la Métropole dans une démarche de cohésion sociale et territoriale : en 2022, 7 190 accompagnements individuels et plus de 800 ateliers collectifs ont été réalisés sur 50 sites de la Ville et de la Métropole (médiathèques, Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale (CEIS), Centres Communaux d'Actions Sociales (CCAS), Maisons pour tous, Espace Gisèle-Halimi et plus de 20 communes). Ce collectif est désormais basé à l'Espace Gisèle-Halimi dans une logique de proximité avec les quartiers prioritaires et en complémentarité avec l'ensemble des actions portées par cet établissement innovant. L'exemplarité de cette gouvernance a été valorisée par l'ANCT lors des évaluations du dispositif CNFS sur le territoire national.

Enfin, ce service aux citoyens, véritable ressource du territoire, permet à la Collectivité de se positionner dans le cadre d'appels à projets nationaux tels que celui « *Inclusion et TPE* » de la Banque des territoires, celui « *Territoires zéro non recours* » ou encore celui de l'AG2R déposé par Wetechcare.

La poursuite du dispositif des CNFS est un levier d'actions pour l'accompagnement des publics dans les domaines de l'accessibilité numérique pour les publics en situation de handicap, la montée en compétences des agents de la collectivités (PIX), l'accès à la santé, la parentalité et la montée en compétences des TPE, artisans, commerçants, etc. qui permet *in fine* de répondre à ce nouvel enjeu de politique publique qu'est « *la capacité numérique* ».

## **Des mesures en faveur de l'inclusion numérique, à mobiliser sur le territoire :**

A l'échelle nationale, l'Etat poursuit le dispositif national de déploiement de 4 000 « *conseillers numériques* ». L'Etat propose de financer les postes de conseillers numériques pour les 3 ans de façon dégressive. Dans cette perspective, il est proposé de mobiliser des fonds de l'Etat pour poursuivre le déploiement de 9 postes de « *conseillers numériques* » pour une durée de 3 ans afin de répondre aux besoins recensés en médiation numérique.

Pour porter le développement de cette politique publique, Montpellier Méditerranée Métropole mobilisera toutes les sources de financement complémentaire (CDC, Banque des Territoires à la suite de la diffusion de la nouvelle feuille de route du Conseil National de la Refondation sur l'inclusion numérique, CPER, fonds européens, PIA...) en partenariat avec le Département et le Hub régional RHIN'OCC.

Un travail est mené conjointement avec le Conseil départemental pour l'obtention de fonds européens FSE dans le cadre d'une stratégie commune d'inclusion numérique.

Le financement de l'Etat est dégressif, mais en moyenne sur la période des trois années, l'Etat apportera un financement à hauteur de 16 600 € par poste. L'engagement de la Métropole pour porter ce dispositif représente donc, en moyenne chaque année, un financement propre de 183 000 €. La Métropole portera par ailleurs des candidatures à des dispositifs de financements complémentaires dans l'optique de diminuer ce reste à charge.

## **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De poursuivre le dispositif de médiation numérique, au travers du déploiement de 9 postes de CNFS, dont les contrats de projets seront renouvelés ;
- De dire que les crédits et recettes sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/07/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 juillet 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230711-240171-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/07/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.